

Une stratégie suédoise pour le développement durable (résumé)

– économique, sociale et
environnementale

Communication gouvernementale
2003/2—4 :129



Note importante :

Cette traduction en français de la stratégie de développement durable de la Suède (2003) a été réalisée dans le seul but de faire connaître la stratégie de développement durable de la Suède aux francophones; **elle ne constitue pas un document officiel du gouvernement suédois.**



Produced by the Swedish Ministry of the Environment

Graphic design: Typisk Form designby.se

Printing: ED Print AB, 3,000 copies, June 2004

Paper: Scanlin 2000

Photographic: Göran Gustafsson / Pressura Bild, Lars Pettersson / Tuofoto, Jes Håkons Dahlström / Bildkonst

Artikelnummer: M 2004-01

La vision gouvernementale du développement durable est basée sur les principes suivants:

- Toutes les décisions concernant les politiques doivent considérer les impacts économiques, sociaux et environnementaux à long terme.
- Le développement durable implique de maintenir et de sauvegarder les ressources existantes de façon durable. Cela implique également l'utilisation optimale des ressources et son amélioration, une gestion à long terme et l'investissement dans le potentiel humain, social et matériel. La protection des ressources naturelles et la sauvegarde de la santé sont essentielles au développement et à la prospérité de chaque société. Le développement durable d'une société est soutenu par le travail, le savoir-faire et la créativité des gens qui la composent.

Les objectifs d'une politique inhérente à toute société durable doivent s'appuyer sur la solidarité et la justice pour toute nation, entre les pays et de génération en génération. Une société durable est celle où un environnement sain va de pair avec le développement économique, le bien-être de sa population et la cohésion sociale. Une telle société répond à ses besoins actuels sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre aux leurs.

- Une société durable doit s'appuyer sur ses valeurs démocratiques. Ses citoyennes et citoyens doivent partager l'impression qu'il y a participation de toutes et tous au processus de décision. Les personnes doivent avoir l'impression d'avoir leur mot à dire dans le développement de leur société ainsi que la volonté et la capacité d'assumer les responsabilités de ce développement.
- Une société durable doit être prête à investir à long terme dans ses deux ressources principales : les gens et l'environnement. Une telle société doit être planifiée en tenant compte du degré de tolérance de la santé des gens et de l'environnement.
- Une société durable doit créer des conditions qui encourage une bonne santé pour tout le monde. Les personnes doivent pouvoir profiter des mêmes opportunités, peu importe le genre, la classe socio-économique ou la provenance ethnoculturelle.
- Une société durable se distingue par une gestion réfléchie et un usage efficace des ressources naturelles. Le secteur des affaires est compétitif et la croissance économique est saine. Ses services publics peuvent s'adapter promptement aux changements démographiques. Dans une société durable, les problèmes environnementaux majeurs sont solutionnés en réduisant l'impact sur l'environnement à des niveaux qui sont durables à long terme.

Pour réaliser cette vision, le gouvernement a élaboré une stratégie basée sur trois prémisses:

- Le développement durable en Suède peut se réaliser uniquement dans un contexte de coopération globale et régionale.
- Les politiques de développement durable, les mesures et les préoccupations doivent se faire à l'horizontale (mainstreaming), c'est-à-dire en s'intégrant à l'ensemble des diverses politiques existantes.
- Des mesures supplémentaires sont nécessaires afin de s'assurer d'une protection à long terme des ressources essentielles et qui constituent la base du développement durable. Ces ressources incluent les ressources naturelles, la santé des gens, le talent et l'expertise, les infrastructures et l'environnement bâti.

Pendant son mandat 2002-2006, le gouvernement concentrera ses actions dans quatre champs d'intervention :

Une croissance et un bien-être basée sur l'environnement – la ressource la plus importante pour l'avenir – des politiques cohérentes en planification des communautés durables ainsi qu'une politique de l'enfance et de la jeunesse viable dans une société vieillissante.

La tâche d'implanter la stratégie de développement durable de la Suède est la responsabilité de l'ensemble des bureaux gouvernementaux. Le gouvernement a mis en place une section spéciale reliée au bureau du Premier Ministre, l'unité de coordination du développement durable afin de coordonner les efforts nationaux et internationaux dans ce secteur et pour renforcer les initiatives stratégiques.

Introduction

La stratégie suédoise pour un développement économique, social et environnement durable (2003/04:129) est une version révisée de la stratégie nationale en développement durable présentée en 2002. Élaborée en collaboration avec le parti de gauche, la stratégie s'appuie sur les travaux du sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en 2002, la stratégie de l'Union Européenne et le traité appelé de Lisbonne. Celui-ci traite des trois dimensions du développement durable : économique, social et environnemental.

Initiatives internationales

La stratégie nationale est basée inter alia sur la démarche et les conclusions du Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg in 2002 et les objectifs de développement adoptés en 2000. Les gens participant au Sommet de Johannesburg ont adopté une déclaration politique ainsi qu'un plan d'implantation. Le terme « développement durable » a été reconnu comme principe clé devant être intégré dans tous les programmes des Nations Unies.

On y retrouve trois objectifs globaux: réduction de la pauvreté, promotion d'une consommation responsable et de modèles de production et de préservation des ressources naturelles comme base de développement économique et social.

Tous les pays devraient débiter la mise en place de leurs stratégies de développement durable en 2005.

Objectifs de développement:

- Une réduction de 50% du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême et souffrant de la faim, et ce, d'ici 2015
- L'accès à une éducation de base pour tous les enfants et les jeunes.
- La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes
- L'amélioration des conditions des femmes.
- Une réduction de la mortalité infantile et des bébés
- Un renversement des modèles de développement du SIDA/HIV, de la malaria et autres maladies.
- Un environnement durable, plus spécifiquement en ce qui concerne l'eau et les infrastructures d'hygiène, l'énergie, le logement et les immeubles.
- Une coopération globale du développement

Un suivi des objectifs de développement du millénaire des Nations Unies sera publié en 2005, ainsi que des efforts nationaux réalisés dans ce secteur afin de renforcer ces initiatives stratégiques.

Dossiers prioritaires liés aux efforts globaux futurs visant à faire la promotion du développement durable

Le développement durable en Suède est lié étroitement au développement durable du reste de la Planète. Les priorités fondamentales incluent un développement global équitable et durable, soutenu par des actions provenant de l'ensemble des politiques, le besoin de s'assurer que toutes les mesures et initiatives sont basées sur les droits des gens, et l'importance de s'assurer que la priorité consiste à répondre aux besoins des pauvres. Le mandat des forces armées suédoises inclut la participation dans les opérations internationales de soutien à la paix. Dans toutes les opérations internationales, l'environnement doit être considéré. Le commerce dans un contexte de développement durable : des règles commerciales simplifiées, les éco-labels et

des politiques de soutien harmonisé au commerce et au développement devraient être adoptés en visant une amélioration de l'environnement et un plus grand respect des droits humains. La corruption internationale devrait être combattue de façon plus efficace. Combattre la pauvreté signifie qu'il faut créer des opportunités pour les gens d'améliorer leurs conditions de vie. Tous les efforts doivent se baser sur la capacité des pays de développer leurs priorités et stratégies spécifiques.

La lutte contre le SIDA/ HIV: des mesures visant à vérifier la dissémination du SIDA/HIV et autres maladies sont mises en place par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et au niveau national. Les efforts du gouvernement suédois incluent des mesures préventives, des soins de santé, des traitements médicaux et de la recherche. Modèles de consommation et de production responsables: un plan de programmes sera élaboré pour un horizon 10 ans. La Suède participe activement au projet de Marrakech, qui vise inter alia à identifier les besoins locaux, régionaux et internationaux. Eau et infrastructures sanitaires: l'un des objectifs du développement durable est d'améliorer l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires de base, surtout dans les pays pauvres. La Suède va continuer de travailler ces dossiers aux paliers national et international. Logement et construction durable: La Suède collabore activement aux initiatives internationales de l'ONU et ce qui a trait aux politiques de financement pour les logements aux gens démunis. Ces mesures incluent également du soutien à l'amélioration de la planification communautaire et la protection du droit des locataires.

Énergie: plusieurs pays en Europe et ailleurs, incluant la Suède, font partie d'une coalition pour l'énergie renouvelable. La priorité est donnée aux solutions qui privilégient l'implication du secteur privé.

Augmentation du soutien et de l'imputabilité à divers paliers, dont le régional

Des efforts doivent être consentis afin de coordonner la sélection des stratégies et approches de développement durable des acteurs des réseaux internationaux, nordiques et autres. Les principaux organismes dont il est question ici sont l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE), le Conseil nordique des ministres (NCM), l'OMS et Baltique 21 (L'Agenda 21 de la région de la mer Baltique).

Le développement durable est l'objectif ultime de l'OCDE. L'organisation a identifié des obstacles à l'application de politiques en développement durable. La Suède s'implique activement afin de promouvoir et renforcer ces efforts. La préoccupation centrale de l'OMS est la promotion de la santé et du développement durable. Ses initiatives régionales européennes, en connexion avec la stratégie sanitaire Santé 21 et l'arrimage des questions de santé et d'environnement sont des cruciales. La stratégie nordique pour le développement durable, qui a été révisée, La stratégie nordique pour le développement durable a été révisée afin de tenir davantage compte de préoccupations sociales et économiques.

La Suède a mis beaucoup l'emphase sur les questions reliées aux produits chimiques, à la sécurité alimentaire, à l'éducation, à la santé publique, aux systèmes de pension, ainsi qu'à des modèles de consommation et de production responsables.

Les efforts globaux et à l'intérieur de l'Europe afin d'atteindre le développement durable

La stratégie de l'UE pour le développement durable, qui complète et se base sur la stratégie dite de Lisbonne – celle-ci vise à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde, capable de croissance économique durable combinée à des meilleurs emplois et une plus grande cohésion sociale – a été adoptée en juin 2001. Quatre éléments-clé ont été mis en lumière : la lutte aux changements climatiques, le besoin de développer un transport durable, les menaces à la santé publique et incluant les maladies contagieuses, et l'utilisation des produits chimiques ainsi qu'une gestion plus responsable des ressources naturelles. La Suède a approfondi la question de l'énergie renouvelable et de son efficacité optimale au-delà du Sommet de l'UE, en 2004.

Des hauts taux d'activité, une plus grande cohésion sociale, la reconnaissance de prioriser l'innovation et l'entrepreneuriat, un marché unique fort et la protection de l'environnement pour croître et développer des emplois sont fondamentaux pour atteindre le développement durable.

Le développement durable, un bon environnement et des soins adéquats demandent des efforts dynamiques aux paliers national, régional et local. Les entreprises, les organismes sans but lucratif, les institutions, les instances décisionnelles publiques, les conseils municipaux et de comté, ainsi que chaque individu peuvent y contribuer. Au palier national, les ressources adéquates doivent considérer les principes de développement durable dans leur travail, c'est-à-dire en connexion avec les questions qui relèvent de l'environnement et de la gestion des ressources.

Les mesures de santé publique doivent être coordonnées et se centrer sur l'atteindre d'objectifs nationaux en santé. Au niveau régional, les programmes de développement régionaux, qui sont à la base de la planification des transports, de la gestion des déchets, de l'offre d'emploi et de la coordination des efforts en éducation, doivent refléter la vision gouvernementale du développement durable. Les conseils administratifs de comté, les gouvernements régionaux et les associations municipales jouent un rôle majeur dans l'implantation des stratégies nationales de développement durable aux niveaux local et régional. Des efforts locaux réalisés grâce à des programmes de promotion du développement durable, à l'instar des Agendas 21 ont déjà un impact marqué en Suède. Les exemples incluent un travail local d'atteinte d'objectifs environnementaux, des programmes d'investissement local, des programmes d'investissement pour ce qui est de la question climatique, des programmes de communautés modèles (MCP), des mesures d'équilibrage des soins et des objectifs en santé publique. Des organismes

bénévoles tels que des groupes d'intérêt, des communautés religieuses, des clubs sportifs et autres organisations jouent un rôle essentiel dans le développement de la société. Le gouvernement considère que toutes ces connaissances et cette expertise devraient être utilisées de façon optimale.

Le monde des affaires contribue également au développement durable en étant compétitif et en procurant des emplois, en développant de nouvelles technologies, en introduisant des mesures à long terme visant à soutenir les gens à leur emploi et en assumant une responsabilité sur l'ensemble de leurs opérations. Les choix et les activités des individus affectent les modèles de production et de consommation. Ils ont également un impact sur la participation public et le développement démocratique ainsi qu'un effet mesurable sur la santé publique. Les diverses opinions et solutions doivent être débattues largement. L'expérience basée sur le genre, ainsi que sur le milieu social ou ethnique est inestimable. Une plus grande égalité des genres et une meilleure intégration est donc essentielle pour promouvoir le développement durable.

Puisque la vision du développement durable est essentiellement une question de valeurs et de perception sur la vie, il faut davantage d'information et d'éducation dans ce domaine.

Initiatives et problématiques locales, régionales et nationales

Nous civilisation s'appuie sur notre capacité à gérer, utiliser et créer les ressources sur lesquelles nos économies sont basées. Les ressources dont nous dépendons principalement incluent l'ensemble des ressources naturelles, les infrastructures et les constructions ainsi que les ressources humaines. Toutes ces ressources peuvent être renouvelées ou avoir une longue durée de vie. Dans la plupart des cas, il faut une période considérable pour bâtir et affecter de telles ressources. Mais en même temps, nous devenons davantage interdépendants. Le développement durable en Suède est lié de façon inextricable au développement durable du monde en général. Le gouvernement a identifié quatre questions d'importance stratégique afin d'assurer un développement durable :

1. Une croissance qui s'appuie sur l'environnement et le bien-être

Des efforts doivent être consentis afin de faire la promotion et d'augmenter la prospérité partout sur la Planète sans mettre en péril les questions climatiques, le maintien d'écosystèmes sains ou sans mettre en danger la santé des individus. Le soutien concerté pour une croissance issue du respect de l'environnement créera des opportunités de coopération européenne et internationale, ce qui renforcera la mise en place de politique, et ce, à tous les niveaux. D'autres effets positifs incluent la création de réseaux entre le monde des affaires, les institutions publiques et les organismes sans but lucratif. L'énergie est un dossier crucial. Les initiatives visant à économiser l'énergie et son utilisation efficace sont des préoccupations fondamentales, tout comme l'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires.

Le développement prononcé d'initiatives visant à soutenir le développement et le transfert de connaissances et d'expertises est essentiel. La Suède et les États-Unis recherchent actuellement à abolir les tarifs et autres barrières commerciales en matière de biens et services environnementaux. Grâce à sa sensibilisation environnementale, à son approche globale et à ses standards environnementaux élevés, la Suède est un joueur de première ligne et un fer de lance en ce qui concerne les initiatives environnementales internationales. L'industrie suédoise, par exemple, a développé davantage de procédés de production environnementaux. Les consommatrices et consommateurs sont également importants: la modification aux modèles de demande peut contribuer à stimuler une offre plus durable de production de biens et de services. Un plan d'action en consommation domestique durable est présentement en chantier.

2. Une bonne santé – notre ressource la plus importante pour l'avenir

La croissance économique, un environnement sain des standards élevés de santé publique sont interdépendants. Un taux élevé de maladies et des disparités de santé issues des différences entre les sexes ou les classes sociales sont une menace au développement durable. Il en est de même pour ce qui est des problèmes environnementaux tels que l'utilisation non contrôlée des substances toxiques ou du bruit ambiant. L'investissement dans la santé est essentiel pour une société qui veut travailler sur la question du stress et des problèmes causés par une mauvaise santé. La lutte contre les malaises et les maladies doit constituer un élément central de l'ensemble des politiques qui visent à faire la promotion d'une justice sociale et d'une diminution de la pauvreté. La santé publique est un élément prioritaire dans les efforts internationaux visant à promouvoir le développement durable.

Les exemples incluent l'implantation d'Agendas 21, les objectifs de développement du millénaire et la mise en place du plan de Johannesburg. La santé publique est également une priorité pour l'organisme WHO et une préoccupation majeure dans le programme de santé publique de l'Union européenne. La nouvelle politique de santé publique de la Suède met l'emphase sur certains facteurs qui affectent la santé publique. Les objectifs prioritaires concernent une plus grande participation du public et son "empowerment" la sécurité économique et sociale, des conditions favorables et sécuritaires pour la croissance des enfants, une réduction de la consommation de tabac et d'alcool des habitudes alimentaires et des modes de vie plus sains ainsi qu'une protection efficace contre les maladies contagieuses.

3. Politiques cohérentes en planification durable des communautés

Le déséquilibre régional est un problème croissant dans plusieurs pays, y compris la Suède. La migration de masse de la campagne vers la ville a été accompagnée d'une détérioration des environnements urbains. De nos jours, ces problèmes sont une priorité sur l'agenda international et européen. Des mesures afin de s'attaquer à la ségrégation sociale, le manque de logements et un transport inadéquat sont essentielles. Les infrastructures et milieux de vie doivent être capables de soutenir le développement social, économique et environnemental à long terme. Une planification efficace de la communauté ne doit pas servir uniquement à promouvoir

le développement de l'entreprise mais doit également élargir les marchés de l'emploi locaux. En 2004-2005, les efforts des Nations Unies pour promouvoir le développement durable s'attarderont de façon prioritaire aux questions d'eau et d'hygiène publique, de logement de construction durable.

Le développement durable des zones urbaines est prioritaire. En Suède, le comité national pour l'Agenda 21 et Habitat ont tous deux proposé d'intensifier les actions dans ce secteur. Des efforts continus au palier régional seront également fondés sur les programmes existants en croissance et développement régional. L'attention sera également portée sur les questions de développement rural, incluant la nouvelle politique agricole de l'Union européenne. L'expertise et les connaissances de la Suède, qui sont basées sur ses forces traditionnelles – planification urbaine, construction et technologies environnementales – fourniront une importante base pour le travail continu au niveau international. Les conseils municipaux et régionaux coopèrent déjà avec les régions et parties d'autres pays de la Baltique, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique centrale.

4. Politique de l'enfance et de la jeunesse pour une société vieillissante

Alors qu'il y a moins de gens actifs économiquement, ces personnes doivent soutenir un nombre croissant de gens retraités et d'enfants. La question-clé et prioritaire dans le contexte d'efforts durables au plan international est donc de trouver des solutions permettant de soutenir les générations de jeunes d'aujourd'hui et de demain.

Depuis quelques années, on a constaté un déclin relatif au niveau de la vie économique et sociale des jeunes en Suède. Des efforts dynamiques doivent être faits pour renforcer ce groupe. Une mauvaise intégration, le chômage, la dépendance à long terme de la sécurité sociale et la maladie mentale sont tous des problèmes majeurs qui affectent même le taux de natalité. La plupart des Suédoises et Suédois nés à l'étranger étant des enfants et de jeunes gens, l'amélioration des conditions de vie de la jeunesse inclut également de s'intéresser davantage à la question de l'intégration. Bien que ces gens doivent encore améliorer leur maîtrise de la langue suédoise, la Suède devrait investir des ressources substantielles dans le bien-être de ce groupe.

En raison du chômage, des coûts élevés pour se loger et des conditions de travail précaires, les femmes ont des enfants de plus en tard dans leur vie. En ce qui a trait aux politiques familiales et d'égalité des genres, le développement durable signifie la création de conditions qui permettent aux femmes comme aux hommes de bénéficier de conciliation famille/travail. L'attention devrait être mise sur les disparités – en termes de besoins et d'opportunités – entre les filles et les garçons dans la société.

Secteurs de base – mesures adoptées et continues

L'environnement dans l'avenir

Durabilité écologique – Les objectifs environnementaux suédois

L'objectif central de la politique environnementale de la Suède est d'offrir à la prochaine génération une société où les problèmes environnementaux majeurs ont été solutionnés. Pour ce faire, le gouvernement a défini 15 objectifs qualitatifs environnementaux. Ceux-ci permettent d'identifier les objectifs environnementaux ainsi que la vision des actions suédoises au niveau national, de l'Union européenne et international. Trois stratégies de base ont été adoptées:

- le besoin d'une plus grande efficacité énergétique et des modes de transport plus performants;
- des écocycles non toxiques et qui économisent les ressources ainsi que des produits écologiques;
- une gestion efficace des ressources terrestres et aquatiques ainsi qu'un environnement construit adéquat.

PRÉSERVATION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITÉ

La préservation de la Nature et de la biodiversité constituent les pierres d'ancrage d'une société durable. En 2004, le gouvernement va allouer 300 millions de couronnes sur une période de trois ans afin d'encourager les projets locaux de conservation de la nature. D'autres initiatives incluent un soutien accru des réserves naturelles, des actions afin de réduire l'acidification des lacs suédois et des mesures visant à préserver la biodiversité des terres agricoles.

ACTIVITÉS MARITIMES

Le transport par bateau, la pêche, les effluents toxiques, la sur utilisation de produits fertilisants et les changements climatiques ont tous un effet négatif sur le monde marin. En 2005, le gouvernement va proposer des mesures visant à arrêter cette tendance négative. Le but est d'obtenir un milieu marin équilibré, ainsi que des côtes et des archipels vivants. La Suède fait la promotion active d'initiatives visant à préserver le monde marin. Celle-ci a été impliquée de façon dynamique afin de classer la mer Baltique comme étant une zone maritime particulièrement sensible (PSSA). La Suède a également joué un rôle actif dans la mise en place de stratégies de l'Union européenne afin de protéger et de préserver le milieu marin. L'impact environnemental du transport maritime et de la pêche fera l'objet d'une rencontre ministérielle en 2006.

VERS UN ENVIRONNEMENT NON TOXIQUE

L'une des tâches cruciales pour les prochaines années sera de poursuivre les efforts dans le but de s'arrimer avec la nouvelle réglementation sur les produits chimiques de l'Union européenne et une stratégie chimique globale. Depuis les deux dernières années, plusieurs stratégies et propositions de mesures ont été initiées par la Suède et l'Union européenne. Parmi les exemples, on inclut un meilleur étiquetage

informant des composantes chimiques des produits ainsi que la réduction de l'utilisation de substances dangereuses.

LIMITATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre pourraient actuellement déclencher des changements climatiques considérables. L'objectif est de réduire les émissions d'au moins 4 % sous le niveau de 1999 pendant la période 2008-2012. Si cet objectif n'est pas atteint, le gouvernement pourra proposer d'autres mesures ou demander une révision de cet objectif. Grâce au cadre de référence de la convention des Nations Unis adopté en 1992 et le protocole de Kyoto de 1997, il existe un consensus politique sur la nécessité de réduire les gaz à effets de serre. Une obligation de l'Union européenne entrera en force en 2005. La Suède, qui soutient depuis longtemps des initiatives visant à promouvoir des sources d'énergie alternative, a mis en place une série de contrôles économiques visant à réduire le niveau des émissions. Plusieurs comités d'enquête étudient actuellement des moyens de réduire les émissions. Les options incluent une révision de l'impôt sur l'énergie, une nouvelle taxe sur le trafic routier et une utilisation plus efficace de l'énergie pour les bâtiments. Une collecte de données nationale et des systèmes de rapport sur les émissions font également partie des actions.

La population et la santé publique

TENDANCES DE POPULATION ET SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE DURABLES

La population suédoise vieillit, en raison principalement de standards de vie plus élevés, de modes de vie plus sains et de progrès médicaux. En 2020, il y aura 2 millions de personnes qui seront âgées de 65 ans et plus en Suède. Il n'y a pas assez d'enfants qui naissent pour compenser le déclin de la population active sur le marché de l'emploi. Simultanément, un nombre grandissant de gens ont une vie stressante au travail; les coûts liés à l'absentéisme et à la retraite anticipée augmentent.

Pour répondre à la pression des changements démographiques, il faudra utiliser les possibilités de chaque membre de la communauté. La politique gouvernemental vise à s'assurer qu'une grande partie de la population en âge de travail continue de le faire ou réinsère le marché du travail. Pour ce faire, le gouvernement a introduit toute une série de mesures. L'un des objectifs-clés est de réduire de moitié le taux d'absentéisme dans la période 2002-2008. D'autres mesures incluent un soutien accru aux familles avec enfants et une structure de pension appropriée au système de protection social durable qui inclut un équilibre entre les générations actuelles et futures. Un comité spécial de l'Union européenne, responsable de la coordination des questions sociales et des pensions au niveau européen a été implanté en 2002.

SANTÉ PUBLIQUE

La mise en place de la nouvelle politique de santé publique de la Suède progresse. L'action est dirigée en fonction des facteurs qui affectent la santé publique. Des objectifs prioritaires incluent une plus grande participation et l'empowerment de la population, la protection économique et sociale, des conditions

sécuritaires et favorables pour les enfants, l'amélioration de la santé au travail, une protection efficace contre les maladies contagieuses, des modes de vie et d'alimentation plus sains, incluant une augmentation de l'exercice physique et une réduction de la consommation de tabac et d'alcool. Le travail aux paliers national, régional et local est coordonné par un comité national en santé publique. Un rapport spécial sur le développement de la santé publique et la mise en place d'une loi comprenant des objectifs gouvernementaux de santé publique sera soumis au parlement. La Suède désire également promouvoir une politique de santé publique cohérente à l'intérieur de l'Union européenne, en collaboration avec la mise en place du programme de santé publique de l'UE, qui est en force de 2003 à 2008. L'Union européenne a décidé de localiser le centre de prévention et de contrôle des maladies européennes en Suède. Les questions de santé publique prioritaires sont également prises en charge par l'OMS, dans laquelle la Suède joue un rôle actif.

VIE AU TRAVAIL

Les objectifs de la politique de l'emploi du gouvernement sont la promotion de bonnes conditions de travail et le développement d'opportunités de travail pour les femmes et les hommes. Un programme en 11-point visant la promotion de la santé au travail et mettant l'accent sur la responsabilité de l'entreprise a été lancé en 2001. Le gouvernement a également proposé d'allouer des ressources supplémentaires pour des programmes de vérification de l'environnement de travail et les activités des fonctionnaires du palier régional qui travaillent sur la sécurité dans les lieux de travail. Des projets destinés au secteur public incluent la réhabilitation, le stress mental et physique, le milieu de travail. Les gens âgés au travail et le contrôle de la santé. En 2003, les priorités de la stratégie européenne de l'emploi ont été approuvées par l'Union européenne. Une nouvelle stratégie visant les milieux de travail pour 2002-2005 a été adoptée la même année.

ALIMENTATION

La nourriture doit être sécuritaire. L'information touchant la nourriture et la signification des habitudes alimentaires dans un contexte de développement durable écologique, social et économique doit être acheminée adéquatement aux consommatrices et consommateurs. Les entreprises de distribution et de production doivent également assumer leur part de responsabilité. Le conseil des ministres de l'Union européenne a émis une proposition de réglementation commune sur l'hygiène alimentaire. La Suède a proposé de simplifier les règles régissant l'entrée sur le marché européen des produits écologiques qui proviennent des pays en voie de développement. D'autres initiatives incluent des propositions visant un meilleur contrôle alimentaire, des subventions à l'agriculture alimentaire de petite taille, une meilleure information pour les consommatrices et consommateurs et le soutien au développement d'accords volontaires pour l'industrie.

La cohésion sociale, le bien-être et la sécurité

PARTICIPATION SOCIALE

La cohésion sociale et la participation, l'égalité entre les genres, le développement des enfants et des jeunes, une culture vibrante et une protection contre le crime sont des conditions de base essentielles pour le développement durable. L'objectif du gouvernement est une réduction significative du nombre de gens socialement et économiquement vulnérables d'ici 2010. Les critères sont le revenu, l'éducation, l'emploi, les jours d'absentéisme, l'abus de drogue et les sans abris. Des rapports sur les résultats des plans d'action contre l'abus de drogue, la pauvreté et l'exclusion sociale devraient être publiés en 2005.

INTÉGRATION ET DIVERSITÉ

Les efforts pour s'attaquer à la discrimination ethnique sont une priorité. Une nouvelle politique d'intégration a été adoptée par le Riksdag en 2002. L'année suivante, l'Acte de discrimination ethnique a été adopté. (2003:307). Plusieurs enquêtes multipartites sur l'éducation sont en cours actuellement. Les objectifs de la politique d'intégration sont : les droits, responsabilités et opportunités pour toute la population, peu importe ses origines ethniques et culturelles. Des communautés basées sur la diversité. Une société caractérisée par un respect mutuel des différences entre les gens dans un cadre de référence des valeurs démocratiques de cette société, et dans laquelle tout le monde, peu importe son origine, peut jouer un rôle actif et responsable.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'objectif global de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes et de s'assurer que les femmes et les hommes ont les mêmes opportunités, droits et responsabilité dans tous les aspects de la vie. Une perspective d'égalité des genres doit se retrouver dans tous les secteurs, à tous niveaux et étapes du processus de décision. La priorité concerne les cinq champs suivants :

- Représentation: distribution équitable du pouvoir et de l'influence
- Salaire égal pour travail égal ou de même valeur
- Violence commise par les hommes envers les femmes, prostitution et trafic humain des femmes à des fins sexuelles
- Hommes et égalité des genres
- Sexualisation du domaine public

DÉVELOPPEMENT ET PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES

L'objectif du gouvernement est de s'assurer que les enfants et les jeunes sont respectés, qu'ils peuvent se développer dans des conditions sécuritaires, qu'ils puissent participer au processus politique et avoir leur mot à dire dans les décisions qui les affectent et ont un impact sur leur société.

Les principes de la Convention des droits des enfants des Nations Unies doivent se retrouver dans tous les aspects des politiques gouvernementales et tous les services publics qui ont un impact sur les enfants et les jeunes. Dans un tel contexte,

l'Ombudsman de l'enfant joue un rôle de premier plan. Une commission d'enquête mise en place en 2003 a été mandatée pour proposer des mesures visant les jeunes entre 16-24 qui ne travaillent pas et ne sont pas non plus aux études. La Commission nationale des affaires jeunesse recevra un budget triennal de 30 millions de couronnes pour réaliser des projets visant à s'attaquer à l'exclusion des jeunes du marché du travail. Un groupe de travail composé de représentantes et représentants ministériels a été mandaté pour enquêter sur les conditions des enfants dans les familles économiquement vulnérables. Le gouvernement planifie également de développer une stratégie nationale de façon à mettre en place de façon complète la Convention des droits des enfants des Nations Unies. Une loi du gouvernement contenant des propositions pour une nouvelle politique jeunesse dynamique sera présentée au Riksdag en 2004.

PROTECTION CONTRE LE CRIME

Le but de cette politique est de réduire le crime et d'augmenter la sécurité. Les activités doivent se baser sur les intérêts et les désirs de la population. Le travail de prévention du crime devrait se faire en collaboration avec les conseils locaux de prévention de la criminalité, les organisations centrales d'affaires et, au palier international, en coopération avec les réseaux de l'Union européenne. Les lois touchant les crimes sexuels, les sanctions légales pour les jeunes et pour la conduite en état d'ébriété seront révisées. Des ressources additionnelles seront allouées à la police et des efforts seront faits pour améliorer l'efficacité des procureurs et de la cour. En concevant une nouvelle loi sur les questions pénales, une attention spéciale sera accordée sur le récidivisme sans compromettre les standards de sécurité et de protection de la communauté.

CULTURE

Les buts de la politique culturelle doivent être de sauvegarder la liberté d'expression et de créer des conditions dans lesquelles les gens peuvent vraiment s'exprimer en toute liberté. Tout le monde doit pouvoir prendre part à la vie culturelle, expérimenter la culture et s'engager dans des activités créatives qui lui sont propres. Pour réaliser ces objectifs, la diversité culturelle, le renouveau artistique et la qualité, ainsi que le plaisir et la préservation de l'héritage culturel de la société sont implicites. Les mesures de la politique doivent être fondées sur une vision globale des humains et leur milieu, intégrée à tous les secteurs de la société. Une admission gratuite aux musées d'État sera possible graduellement à partir de 2004 afin d'encourager l'accès et la participation à la vie culturelle. Le lien entre la culture et la santé ainsi que celui entre la culture et les lieux de travail doivent être davantage mis en lumière. La création d'opportunités pour les gens d'expérimenter la culture est un aspect vital du travail de santé publique. Pour augmenter la connaissance dans ces champs, un nouvel organisme, le Conseil de l'architecture, de la forme et du design, a été créé par le gouvernement.

L'emploi et la formation dans une société du savoir

EMPLOI

L'investissement continu en éducation et en recherche est crucial pour réaliser la politique globale de la Suède, celle d'être une société du savoir d'avant-garde. Le principe de la formation continue est essentiel pour maintenir les hauts taux d'emploi et la compétitivité internationale. La priorité consiste à encourager l'emploi permanent. Un objectif intérimaire de la politique vise à ce que 80 % des gens entre 20 et 64 ans soit en emploi régulier d'ici 2004. Les principaux objectifs de la politique ont pour but de confirmer le rôle de l'assurance-chômage comme étant une assurance de réajustement, afin de contrer le manque de main d'œuvre et pour aider celles et ceux qui ont plus de difficulté à se trouver de l'emploi, c'est-à-dire les jeunes, les gens issus de l'immigration et les gens handicapés.

FORMATION CONTINUE

Les Nations Unies ont déclaré que 2004-2014 serait la *Décennie de l'éducation du développement durable*. La Suède se croit bien équipée pour relever le défi. Le principe du développement durable a été incorporé dans les programmes d'éducation à tous les niveaux ainsi que dans les programmes d'éducation du corps enseignant. Un comité spécial a été mis en place afin d'évaluer et faire état des efforts par les systèmes d'éducation à tous les niveaux quant à faire la promotion de développement économiquement, socialement et écologiquement durable, dans le but d'encourager l'émergence de nouvelles initiatives.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La politique globale du gouvernement est de contribuer à faire de la Suède une nation de recherche d'avant-garde. Pour ce faire, les organismes responsables de l'attribution des fonds de recherche ont été réorganisés en 2001. Les initiatives émanant des organismes publics et des institutions d'éducation supérieure qui sont particulièrement importantes pour le développement durable jouent également un rôle majeur. De nouvelles technologies doivent être développées afin d'utiliser plus efficacement l'énergie et les ressources. Un soutien spécial a été rendu possible pour la recherche qui touche la biodiversité et le développement durable écologique.

Une croissance économique et une compétitivité durables

UNE ÉCONOMIE DURABLE

Le développement durable ne peut se réaliser en ne tenant pas compte des préoccupations sociales et environnementales. L'impact négatif de la production et de la consommation de produits et services sur les gens et l'environnement doit demeurer minimum. Les outils de politique économique devraient être utilisés afin d'encourager des modèles de consommation et de production durables. Le gouvernement a implanté un ensemble de 17 réformes conçues pour créer une économie plus stable et plus efficace. Ces mesures incluent la réforme de l'impôt et des pensions, une loi plus sévère sur la compétition, ainsi que des modifications dans

les secteurs du logement, du transport, des communications et de l'énergie. D'autres mesures, qui visent à augmenter le taux d'emploi et à améliorer le développement social, ciblent principalement les jeunes, les gens issus de l'immigration, les gens au chômage et les malades. Des efforts pour soutenir le développement durable incluent également des modifications au système de taxation. Les secteurs touchés incluent le trafic routier, la gestion des matières résiduelles et leur mise au rebut, ainsi que les émissions de dioxyde de carbone. Un groupe d'expert en études environnementales a été désigné en 2003 avec le mandat d'augmenter la banque de données de soutien à la prise de décision; celle-ci sera utilisée comme outil de base lors de décisions touchant les politiques environnementales et économiques dans le secteur environnemental.

DES ENTREPRISES DURABLES

Le secteur des affaires et de l'industrie contribue au développement durable en générant de la croissance économique sans compromettre l'environnement ou les ressources humaines. La gestion corporative doit s'assurer que les opérations commerciales sont réalisées de façon responsable et éthique. La politique suédoise dans ce domaine est basée sur les conventions et principes acceptés internationalement, et qui concernent les droits de la personne, les standards de base du travail, le développement durable et la corruption. Les mesures qui ont été mises en place ou planifiées incluent:

- l'accès à l'information, le conseil, le développement professionnel continu et l'assistance financière aux petites entreprises et autres compagnies;
- des dialogues avec le monde des affaires afin de renforcer l'intégration des préoccupations touchant le développement durable dans les opérations de l'entreprise;
- l'offre de guides et de marche à suivre pour les entreprises, en ce qui a trait à la responsabilité sociale et environnementale. Le Partenariat suédois pour la responsabilité globale en est un exemple;
- la simplification des règles appliquées aux opérations des petites entreprises;
- la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et de la population immigrante;
- de l'accès au capital pour les petites entreprises;
- des fonds pour le développement de la recherche environnementale et la commercialisation des produits et services issus de la recherche;
- la promotion d'une compétitivité efficace;
- la promotion de politiques touchant les produits environnementaux.

DES SYSTÈMES D'INNOVATION ET TRANSFERTS TECHNOLOGIQUES

L'innovation est essentielle au développement durable. Rarement issue, de l'initiative de gens individu travaillant de façon isolée, l'innovation est plutôt le produit du travail d'équipe et de l'interaction. Le gouvernement conçoit actuellement une stratégie d'innovation visant à renforcer la capacité de la Suède à générer de l'expertise et des compétences qui se traduiront en développement durable et création d'emplois. Cette stratégie inclura un certain nombre de gens scolarisés et possédant de l'expertise, ainsi qu'une collaboration étroite entre les institutions

d'éducation supérieure, des lois et des règles qui soutiennent et encouragent l'innovation ainsi que des sommes suffisantes en capital de risque.

UN MODÈLE DE CONSOMMATION DURABLE

Il est vital de maintenir au minimum l'impact négatif des modèles de consommation sur les gens et l'environnement. Complexe en raison de la présence de plusieurs facteurs dont les consommatrices et consommateurs sont plus ou moins au courant, et qu'ils peuvent influencer jusqu'à des degrés variables, les modèles de consommation sont difficiles à changer. Un comité gouvernemental d'enquête a été mis en place au printemps 2004 afin de chercher à obtenir une définition plus étroite de la consommation responsable afin de proposer un plan d'action. Le travail en chantier visant à établir une nouvelle stratégie de consommation constitue une autre étape importante pour démontrer la connexion entre consommation et développement durable. Une nouvelle directive de la Commission européenne sur les marchés publics facilitera l'adoption de standards sociaux et environnementaux plus rigoureux à cet égard.

Le développement régional et les conditions régionales

L'objectif gouvernemental en développement régional est de stimuler la croissance économique et le dynamisme de toute la Suède. Le développement régional et les programmes de croissance, qui sont évalués chaque année, sont des outils importants dans ce secteur.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

L'objectif à long terme est d'établir un marché de l'emploi durable et efficace dans l'ensemble des régions suédoises, et ce, combiné à une offre de services standardisée. Les objectifs incluent la croissance économique, l'égalité entre les femmes et les hommes, le bien-être, une réduction de l'impact environnemental, une bonne santé et un bon milieu de vie. Toutes les régions ont fait des propositions pour les programmes de croissance couvrant la période 2004-2007. Les fonds structurants de l'Union Européenne, visant à stimuler la croissance et la compétitivité, sont un outil important afin de réaliser ces objectifs.

RESSOURCES FORESTIÈRES

Les objectifs de la politique forestière touchent à la fois la production et l'environnement. Pour ce qui est de la production, il s'agit de développer une utilisation efficace et responsable des ressources forestières et des résultats élevés et durables. En ce qui a trait à l'environnement, il s'agit de préserver la capacité de production des terres boisées. Pour atteindre ces objectifs, il faudra encore beaucoup plus de travail. Il y aura une évaluation indépendante ainsi qu'une révision de la politique forestière. Au niveau européen, cinq résolutions ont été adoptées en 2003. Celles-ci concernent l'économie soutenable, la biodiversité, la valeur sociale des forêts et la foresterie durable. La possibilité d'une convention globale sur les forêts fait actuellement l'objet de discussions aux Nations Unies.

AGRICULTURE, PÊCHERIE ET INDUSTRIE DU RENNE

La Suède a participé de façon active à la réforme de la politique agricole commune, en 2003. Cette réforme offrira une plus grande liberté aux agricultrices et agriculteurs pour répondre aux demandes du marché. Un plus grand montant de subventions sera disponible pour le développement rural et environnemental. Un organisme suédois de protection des animaux a été créé en 2004. L'Union européenne a imposé l'interdiction complète de l'utilisation des antibiotiques dans la nourriture animale. La Suède fait également des pressions afin de réduire le temps de transport des animaux dans l'Union européenne. Les mesures visant à s'assurer que la nourriture offerte aux animaux n'est pas nocive pour les humains, les animaux ou l'environnement, sont devenues prioritaires. Dans le secteur des pêches, des conseils consultatifs régionaux pour les divers secteurs maritimes seront mis en place dans l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Des groupes consultatifs similaires et impliquant des personnes représentant l'industrie auront également un plus grand impact aux paliers local et régional en Suède. Une nouvelle convention sur le pâturage des rennes domestiques a également été conclue entre la Suède et la Norvège. Une série d'enquêtes et des projets d'information sur les droits et la culture du peuple Sami sont également en cours.

Le développement d'une planification soutenable des communautés

La planification durable des communautés devrait se baser sur une approche globale, où les secteurs et préoccupations écologiques, économiques, sociaux et culturels sont inter reliés. Ces intérêts divers doivent être soupesés lorsqu'il est question de bâtiments, d'infrastructures et d'installations.

L'ENVIRONNEMENT BÂTI

Le fait qu'un plus grand nombre de personnes sur la planète vivent et travaillent dans les villes et villages et à la fois bénéfique et nuisible à l'environnement. L'exode de certaines parties moins peuplées du pays cause des défis majeurs. Selon la vision gouvernementale, la planification et la construction en milieu rural et urbain doivent être développées davantage et intégrés aux objectifs des politiques de développement durable, et une révision de la réglementation de planification et de construction a été entreprise à cet effet.

Des objectifs de qualité environnementale, incluant l'objectif d'environnement bien bâti sera développé davantage. Des efforts pour améliorer l'environnement intérieur et pour promouvoir une plus haute qualité du design bâti, de la construction et des standards d'entretien seront maintenus. Des sous objectifs pour la qualité de l'environnement intérieur incluent la diminution de problèmes liés au radon, à l'humidité ou à la moisissure. La recherche interdisciplinaire et les projets d'étude sont essentiels à cet égard.

L'Union européenne et la Suède travaillent actuellement sur l'amélioration et le développement de nouvelles méthodes de calculs des coûts et de l'impact environnemental dans le secteur de la construction. En Suède, une série de projets

réalisés conjointement entre le gouvernement national, le secteur de la construction, les conseils municipaux et les conseils régionaux, ainsi que d'autres organismes, ont permis d'en arriver à des ententes dans une variété de dossiers, incluant des environnements intérieurs sains, une utilisation efficace de l'énergie et des ressources, ainsi qu'un développement professionnel continu. Plusieurs enquêtes ont touché des problématiques telles que les cas sérieux de construction fautive, l'inflation des prix, le travail au noir et les critères d'entretien sur le marché immobilier. De nouvelles règles s'adressant à tous visent l'amélioration de l'accès aux bâtiments, etc. afin de rendre la vie plus facile aux personnes handicapées, âgées, ainsi qu'aux familles avec enfants. En 2004-2005, les questions de développement urbain seront discutées dans plusieurs rencontres et conférences internationales, incluant à l'intérieur des structures des Nations Unies.

ÉNERGIE

La politique énergétique à court et à long terme de la Suède vise à s'assurer qu'il y ait accès à l'électricité et autres formes d'énergie selon des normes compétitives. Les effets négatifs sur la santé, l'environnement et le climat doivent être au niveau minimum. Des solutions de politique alternative à l'énergie nucléaire incluent une plus grande efficacité énergétique, l'utilisation de sources d'énergies renouvelables et des méthodes de production d'électricité qui sont acceptables du point de vue environnemental. L'utilisation de combustibles fossiles doit être minimale.

L'utilisation de sources d'énergie renouvelables et les programmes d'efficacité énergétique seront encouragés avec le soutien de divers scénarios d'aide financière. En 2004, le gouvernement planifie de soumettre une proposition de programme de politique énergétique à long terme. Un scénario d'échanges de crédits d'émissions de gaz à effets de serre avec la Communauté sera déposé en 2005.

SYSTÈMES ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Des efforts continus seront faits afin de développer des leviers de politiques économiques afin de promouvoir l'utilisation de véhicules routiers, de navires, d'avion et de combustibles pour moteurs plus environnementaux. Des investissements majeurs visant à renforcer l'émergence du développement durable sur le réseau routier et ferroviaire. Six sous objectifs – accès, qualité du transport, sécurité en transport, environnement sain, développement régional positif et égalité entre les femmes et les hommes en transport – démontrent le niveau des aspirations du gouvernement à long terme. Le gouvernement a alloué 373.3 milliards de couronnes sur une période de 12 ans afin d'augmenter les infrastructures de transport en Suède. L'Union européenne a émis plusieurs directives visant à renouveler et à harmoniser le système ferroviaire européen. En mars 2004, l'Union européenne a classé la mer Baltique comme étant une zone maritime particulièrement fragile (PSSA). Cette problématique est traitée de façon active par la Suède.

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Les technologies de l'information (TIC) sont essentielles pour développer les initiatives des individus, des entreprises et des régions. Mais c'est plus que tout un outil efficace pour atteindre des objectifs de qualité environnementale et pour faciliter la transition vers une société durable écologiquement. Même si l'expansion projetée du réseau à bande large sera réalisée par le secteur privé, le Riksdag a réservé des fonds afin de soutenir l'expansion de celui-ci dans les secteurs où il n'y a pas d'intérêt commercial.

Une nouvelle politique de stratégie de développement des technologies de pointe a été mandatée pour considérer les TIC d'une perspective sociétale large. Plusieurs projets de recherches et groupes de travail ont abordé la question à savoir quelles pourraient être les pistes de solution dans lesquelles les TIC peuvent aider à réduire le besoin en transport et pour faire la promotion de modèles de consommation et de production durables.

Le développement durable requiert une approche globale: les mesures, efforts et développements issus des politiques de divers secteurs, incluant la réglementation, les leviers économiques, le développement technologique, l'information et l'implication volontaire devraient se renforcer mutuellement.

Parmi les outils importants à cet égard, on retrouve:

> *L'intégration sectorielle*: Les objectifs globaux des politiques des secteurs doivent être intégrés ensemble, comme ça a été le cas dans le cas de l'imputabilité environnementale. La santé publique et l'égalité entre les femmes et les hommes sont d'autres exemples d'intégration des politiques.

> *Évaluation d'impact environnemental et de durabilité*. En Suède, la recherche a mis l'emphase sur l'utilisation d'indicateurs de durabilité comme outils stratégiques. Des tels indicateurs deviendront de plus en plus utilisés pour des programmes d'action, la planification et les projets importants. La commission européenne a développé une méthode d'évaluation des impacts qui sera utilisée dans la prise de décision et pour définir des mesures destinées à l'ensemble de l'Union européenne.

> *Dialogue et ententes de volontariat*. Dix-sept ententes entre le gouvernement et le secteur de l'entreprise ont été conclues dans les années '90. Incluant des secteurs tels que le recyclage du papier, l'élimination par phase de l'utilisation du pétrole avec plomb, et l'aveu volontaire de la responsabilité du secteur de la production dans l'industrie de la construction, les ententes impliquent des secteurs complets comme des entreprises spécifiques. Les projets "Bygga Bo" et "Framtida Handel" sont d'autres exemples.

> *Partenariat*. Le partenariat est une forme plus structurée de coopération dans un projet spécifique, où les objectifs sont clairement définis et incluent des mesures de

suivi de chaque partenaire du projet. L'un des objectifs importants des partenariats est d'intégrer l'entreprise et le travail de développement durable.

> **Rapports de durabilité.** Ces rapports cherchent à identifier les plus lointains impacts d'une décision et de déterminer si ceux-ci s'intègrent aux objectifs de développement durable. Des critères d'évaluation de la durabilité sont actuellement développés au palier national et au niveau de l'Union européenne.

> **Programmes locaux d'investissement et programmes climatiques d'investissement.** Il s'agit d'outils importants pour promouvoir l'investissement et pour soutenir le développement durable.

Outils pour le développement durable

SUIVI

Grâce à des indicateurs mesurables, on peut anticiper que les efforts visant à atteindre un développement durable sur les plans sociaux, économiques et écologiques auront du succès. Les indicateurs utilisés ne doivent pas uniquement être coordonnés au niveau international, national et local; si l'on veut qu'ils génèrent l'intérêt public et stimulent l'implication, les résultats de ces indicateurs doivent être évalués au palier local – c'est-à-dire municipal ou régional.

Les cinq indicateurs "verts" – utilisation de l'énergie, émission de substances acidifiantes, niveaux de benzène dans l'air urbain, présence de nitrogène et de phosphore dans l'océan – ont été inclus dans l'état annuel du budget de chaque année depuis 1998. Des indicateurs sont également développés actuellement dans une série d'autres secteurs tels que la santé publique, l'égalité entre les femmes et les hommes, les enfants et les jeunes, le secteur des affaires et le développement global.

RÉVISION

En décembre 2003, les conseils municipaux et régionaux suédois, les autorités gouvernementales et les citoyennes et citoyens ont été invités à se prononcer sur la vision qu'ils ont de la stratégie nationale pour le développement durable, lors de la révision de celle-ci. Celles et ceux qui ont répondu ont choisi d'attirer l'attention sur les problèmes de changements climatiques et l'absence d'implication de la population dans cette question. Il a été demandé d'avoir des objectifs et des buts qui soient clairs et puissent bénéficier d'un suivi tout en demandant de mettre davantage d'emphase sur la santé publique et la vie au travail. La stratégie nationale sera révisée de nouveau en 2006 et le gouvernement invitera alors les parties intéressées à soumettre leur vision de la question tôt dans le processus.

Implantation continue et suivi

Dans cette communication “Une stratégie suédoise pour le développement durable” (communication gouvernementale 2003/04:129), le gouvernement suédois déclare que cette stratégie couvre les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Les efforts du gouvernement se basent sur huit préoccupations fondamentales:

- L’environnement dans l’avenir
- La limitation des changements climatiques
- La population et la santé publique
- La cohésion sociale, le bien-être et la sécurité
- L’emploi et la formation dans une société du savoir
- Une croissance économique et une compétitivité durables
- Le développement régional et les conditions régionales
- Le développement d’une planification soutenable des communautés

Cette brochure est un résumé de la communication gouvernementale. Celle-ci est reproduite de façon électronique sur le site Internet du ministère de l’Environnement, à l’adresse suivante : www.sweden.gov.se/environment . Des copies imprimées (en anglais et suédois seulement) peuvent être obtenues en communiquant avec le ministère par téléphone au + 46 8 405 10 00. Article numéro M 2004.06.

Traduction non officielle :

Kim Cornelissen, Bebob et cie, Québec, CANADA. 2005